



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Délibération n° D2025-03-014

L'an deux mille vingt-cinq le vingt-sept mars, le Conseil Municipal de la commune de PRAZ-SUR-ARLY, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Yann JACCAZ, Maire.

Présents : MM. Yann JACCAZ, Pierre BESSY, Solange COOKE, Jean-Paul JACCAZ, Carine DUNAND, Sophie JUELLE, Nicolas ELIE, Franck PRADEL, Stéphane GRAFF, Claude JOND, Stéphanie PERNOD, Ghislaine GACHET-PONNAZ, Alain QUINET

Absents excusés : Catherine CSIBI-FRANZOSINI

Procurations : Néant

Secrétaire de séance : Jean-Paul JACCAZ

Date de convocation du Conseil Municipal : le 20 mars 2025

N° D2025-03-014 OBJET : Attribution d'une subvention de fonctionnement au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) au titre de l'exercice 2025

Rapporteur : Monsieur Yann JACCAZ,

Exposé : Monsieur Yann JACCAZ indique que dans le cadre de la comptabilité MS7, l'instruction budgétaire précise que les destinataires des subventions au compte 657363 « subvention de fonctionnement au CCAS/CIAS » sont nominativement désignés.

Selon la demande formulée par le Conseil d'Administration du CCAS, la subvention nécessaire à l'équilibre du budget 2025 du CCAS s'établit à 3 500,00 €.

Décision :

Le conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité ;

- **AUTORISE** le versement de la subvention de fonctionnement au CCAS pour un montant de 3 500,00 €
- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2025.

Amendements : Néant

Adoption :

Conseillers présents	13
Procurations.....	00
Votants.....	09
Pour	09
Contre.....	00
Abstention	00

Secrétaire de séance
Jean-Paul JACCAZ

Le Maire,
Yann JACCAZ



Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus. Au registre sont les signatures. CERTIFIÉE EXECUTOIRE en vertu de la télétransmission en Sous-Préfecture le (voir visa). Publiée par extrait, au compte-rendu affiché sur le site de la Mairie le 31/03/2025. La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant la juridiction compétente dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.